

Les propositions des candidats



Candidate : **Marine Le Pen**

Biographie

Née le 5 août 1968 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine, France). Avocate de profession, elle siège au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais en mars 1998. Elle est élue députée européenne en 2004 et devient parallèlement conseillère municipale d'Hénin-Beaumont. Elle est également réélue en tant que conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais, poste qu'elle occupe encore actuellement. Elle démissionne de son mandat de députée européenne en 2009. Elle devient députée du Pas-de-Calais en 2017. Elle est mère de trois enfants. Elle a été mariée deux fois et a divorcé deux fois. Un moment la compagne de Louis Aliot, vice-président du Rassemblement National et maire de Perpignan, elle est désormais célibataire.

Site internet : <https://mlafrance.fr/pdfs/22-mesures-pour-2022.pdf>

Principaux engagements et objectifs :

Ecologie / Environnement / Energie / Développement durable

- Assurer l'indépendance énergétique de la France.
- Relancer la filière nucléaire, hydroélectrique et investir dans la filière hydrogène.
- Garantir aux paysans des prix respectueux de leur travail.
- Mettre en place un « plan abattoirs » pour assurer des conditions dignes et interdire l'abattage sans étourdissement.
- Contraindre les cantines à utiliser 80% de produits agricoles français.
- Rendre aux ménages les 5 milliards de subventions versées notamment aux éoliennes. Arrêter les projets éoliens et démanteler progressivement les parcs existants.

Economie / Travail

- Mettre en place le patriotisme économique pour réindustrialiser et produire les richesses en France.
- Donner la priorité aux PME pour les marchés publics.
- Permettre aux entreprises une hausse des salaires de 10% (jusqu'à 3 smic) en exonérant cette augmentation de cotisations patronales.
- Renationaliser les autoroutes pour baisser de 15% le prix des péages et privatiser l'audiovisuel public pour supprimer la redevance.
- Supprimer l'impôt sur les sociétés pour les entrepreneurs de moins de 30 ans pendant les 5 premières années pour éviter leur départ à l'étranger.
- Réindexer les retraites sur l'inflation. Revaloriser le minimum vieillesse à 1 000 € par mois et augmenter les petites retraites. Refuser tout allongement de l'âge de départ à la retraite. Permettre à ceux qui ont commencé à travailler avant 20 ans pendant 40 années de prendre leur retraite à 60 ans.
- Interdire les importations de produits agricoles ne respectant pas les normes de production française.
- Créer un IFF, impôt sur la fortune financière, pour taxer la spéculation.
- Supprimer la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) qui pénalise les PME-TPE locales et les impôts de production qui nuisent à la relocalisation.

Education

- Remettre au cœur des programmes l'enseignement du français, des mathématiques et de l'histoire.
- Rétablir l'autorité de l'institution scolaire par l'instauration d'un uniforme au primaire et au collège tout en sanctionnant les absences et les incivilités.

- Revaloriser les salaires des enseignants et refonder leur formation.
- Supprimer la bureaucratie de l'Education nationale pour libérer des moyens financiers, réduire les effectifs des classes et arrêter les fermetures d'écoles.
- Créer un chèque-formation mensuel de 200 à 300€ pour les apprentis, les alternants et leurs employeurs.
- Verser un complément de salaire de 200 à 300€ pour les jeunes qui travaillent durant leurs études et valident leurs examens.
- Lancer un grand plan sur l'accès à la scolarité pour les enfants touchés par le handicap.
- Donner plus de place à la prévention, notamment grâce aux visites médicales scolaires qui redeviendront systématiques.

Etat/Laïcité/Justice

- Créer un ministère de la lutte contre les fraudes (fiscales, aux cotisations et prestations sociales, aux importations, ententes, etc...) ; créer un ministère d'Etat de la Mer et de l'Outre-mer.
- Instaurer le Referendum d'Initiative Citoyenne et mettre en place la proportionnelle.
- Faire de la sécurité partout et pour tous une priorité du quinquennat.
- Rétablir les peines planchers.
- Supprimer toute possibilité de réduction et d'aménagements de peine, en particulier pour les violences contre les personnes.
- Instituer une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre.
- Porter le budget de la défense à 55 milliards d'euros à l'horizon 2027.
- Doubler du nombre de magistrats.
- Atteindre 85 000 places de prison en 2027. Établir une perpétuité réelle.
- Éradiquer les idéologies islamistes et l'ensemble de leurs réseaux du territoire national.

Europe et politique étrangère

- Sortir du marché européen de l'électricité pour retrouver des prix décents.

Etrangers / immigration

- Proposer un référendum sur l'immigration.
- Mettre fin au regroupement familial.
- Traiter les demandes de droit d'asile uniquement à l'étranger.
- Réserver les aides sociales aux Français, et conditionner à 5 années de travail en France l'accès aux prestations de solidarité.
- Assurer la priorité nationale d'accès au logement social et à l'emploi.
- Expulser systématiquement les clandestins, délinquants et criminels étrangers.

Politique familiale / logement

- Doubler le soutien aux mères isolées élevant des enfants tout en renforçant les contrôles pour éviter les fraudes.
- Créer un prêt à 0% pour les jeunes familles françaises transformé en subvention pour les couples qui auront un 3e enfant.
- Exonérer d'impôt sur le revenu tous les jeunes actifs jusqu'à 30 ans pour qu'ils restent en France et y fondent leur famille.
- Instituer une part fiscale complète dès le deuxième enfant.
- Doubler le soutien aux mères isolées élevant des enfants tout en renforçant les contrôles pour éviter les fraudes.
- Restaurer la demi-part fiscale en faveur des veuves et veufs.
- Supprimer les impôts sur l'héritage direct pour les familles modestes et les classes moyennes. Exonérer les donations des parents mais aussi des grands-parents à leurs enfants et petits-enfants jusqu'à 100 000€ par enfant tous les dix ans.
- Renforcer les droits des handicapés.
- Construire 100 000 logements sociaux par an dont 20 000 en faveur des étudiants et jeunes travailleurs.
- Lancer un plan de réhabilitation de l'habitat ancien grâce à des aides efficaces.

Respect de la vie humaine, de la conception à la mort naturelle / Santé

- Gestation Pour Autrui : « *L'interdiction de la Gestion pour Autrui (GPA), technique qui se fonde sur la marchandisation du corps de femmes, sera renforcée pour éviter les contournements de la loi en ayant recours à des filières étrangères. La loi française devant être respectée et pas être contournée, nous refuserons de reconnaître la filiation des enfants nés à l'étranger par GPA* » (livret M la famille, page 15, site mlafrance.fr).
- PMA pour toutes : Marine Le Pen a voté contre à l'Assemblée Nationale en 2021 (site de l'Assemblée nationale - Analyse du scrutin n° 3855).
- Interruption Volontaire de Grossesse : Marine Le Pen s'est abstenue lors du vote de la loi de février 2022 contenant l'allongement du délai de 12 à 14 semaines (site de l'Assemblée nationale - analyse du scrutin n°4414).
- Créer des urgences gériatriques dédiées à nos aînés.
- « Mon opposition à l'euthanasie et au suicide assisté ne dépendent pas des sondages. A propos du suicide assisté, des problèmes énormes surgissent dans les pays où la pratique est légalisée. Que faire quand un enfant sollicite un suicide assisté ? » (*Famille Chrétienne n°2304, version numérique*).
- « *Je suis tout à fait contre la légalisation du cannabis, mais pour la légalisation du cannabis thérapeutique* » (émission La France dans les yeux/BFM TV, 22 mars 2022).
- Lancer un plan de soutien d'urgence pour la santé de 20 milliards d'euros.
- Arrêter les fermetures des lits à l'hôpital public et des maternités.
- Revaloriser les salaires des personnels soignants.